Levée des sanctions américaines contre le Burundi

@rib News,Â 19/11/2021 - Source Agence Anadolu Le prÃ©sident amÃ©ricain, Joe Biden, a annoncÃ© jeudi soir la Â« levÃ© de l'Ã©tat d'urgence concernant la situation au Burundi Â», ainsi que la fin des Â« sanctions ciblÃ©es Â» qui visaient quatre ex-hauts gradÃ©s de lâ€™armÃ©e et de la police impliquÃ©s dans des violences en 2015. Â«Je mets fin par la prÃ©sente Ã l'Ã© d'urgence nationale dÃ©clarÃ© sur le Burundi dans l'ordonnance exÃ©cutive 13712 du 22 novembre 2015Â», a-t-il annoncÃ© dans un dÃ©cret.

Selon Joe Biden, la situation qui avait donnÃ© lieu Ã la dÃ©claration dâ€™Ã©tat dâ€™urgence nationale Â« sâ€™est considÃ amÃ©liorÃ©e depuis lâ€™annÃ©e derniÃ¨re aprÃ¨s le transfert de pouvoir Ã la suite des Ã©lections de 2020 et la poursuite des rÃ©formes par le nouveau PrÃ©sident, Evariste Ndayishimiye Â». Washington avait dÃ©clarÃ©, le 22 novembre 2015, une urgence nationale Â« pour faire face Ã la menace inhabituelle et extraordinaire pour la sÃ©curitÃ© nationale et la politique Ã©trangÃ¨re des Ã‰tats-Unis, par rapport Ã la situation sÃ©curitaire au Burundi, marquÃ©e par des assassinats et dâ€™autres de violences atroces contre les civils; cette situation constitue une menace Ã la paix, Ã la sÃ©curitÃ© et Ã la stabilitÃ© du Burundi et de la rÃ©gionÂ». En novembre 2015, les USA avaient Ã©galement imposÃ© des sanctions ciblÃ©es (gel des avoirs restrictions de voyage..) Ã quatre ex-hauts gradÃ©s de lâ€™armÃ©e et de la police burundaises Â« impliquÃ©es dans des violences Â» au plus fort dâ€™une crise politique et sÃ©curitaire consÃ©cutive Ã la dÃ©cision du prÃ©sident dâ€™alors, Pierre Nkurunziza, de briguer un 3Ã¨me mandat jugÃ© illÃ©gal. Deux des quatre personnalitÃ©s visÃ©es faisaient partie du gouvernement. Il sâ€™agit du gÃ©nÃ©ral Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la SÃ©curitÃ© publique Ã lâ€™Ã©poque et act ministre et du gÃ©nÃ©ral Godefroid Bizimana qui Ã©tait, Ã lâ€™Ã©poque, directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police. Les deux Ã©taient les gÃ©nÃ©raux Godefroid Niyombare (ex-chef dâ€™Ã©tat-major de lâ€™armÃ©e) et Cyrille Ndayirukiye (ex-ministre DÃ©fense). Ces derniers avaient participÃ© Ã la tentative de coup dâ€™Etat du 13 mai 2015. Joe Biden a aussi mis fin Ã ces sanctions individuelles. Le prÃ©sident burundais, Evariste Ndayishimiye a chaleureusement accueilli cette dÃ©cision. Â«Au nom du gouvernement burundais et de tout le peuple burundais et en mon nom propre, je salue cette dÃ©cision amÃ©ricaineÂ», a-t-il dÃ©clarÃ© vendredi dans une publication sur son compte twitter, Le nouveau prÃ©sident burundais sâ€™attelle Ã redorer lâ€™image du Burundi vis-Ã -vis des partenaires depuis sa prise de fonction en juin 2020. Bien dâ€™aut partenaires ont dÃ©jÃ repris la coopÃ©ration avec le Burundi, notamment lâ€™Organisation internationale pour la francophonie OIF. Le Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ€™ONU a retirÃ© le Burundi de son agenda et le Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© de lâ€™ africaine lui a emboÃ®tÃ© le pas quelques mois aprÃ¨s. Lâ€™Union europÃ©enne nâ€™a, pour sa part, pas encore levÃ© les Ã©conomiques prises en mars 2016 contre le Burundi.